

Sûr sur le papier, dangereux dans la réalité:

La Turquie et la politique de retour de l'UE

En 2025, la Commission européenne a lancé une révision majeure de la politique de retour de l'UE, proposant une liste européenne des pays d'origine sûrs, une révision du concept de pays tiers sûr et une nouvelle réglementation visant à accélérer les retours.

En vertu de ces nouvelles règles, la Turquie est considérée comme un pays d'origine « sûr », pourrait être traitée comme un pays tiers « sûr » et pourrait devenir une destination pour les retours forcés dans le cadre d'accords bilatéraux.

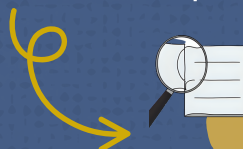
Mais la Turquie n'est PAS un pays sûr, ni pour les ressortissant.es turcs, ni pour les demandeur.euses d'asile, les migrant.es ou les réfugié.es Voici pourquoi :

Qu'advient-il des ressortissant.es turcs ?

- La répression politique s'est intensifiée après l'arrestation d'Ekrem İmamoğlu, maire d'Istanbul et figure de proue de l'opposition
- **Les manifestations** contre l'arrestation d'İmamoğlu **ont été réprimées par la violence** :
 - Fin mars, au moins 1 879 personnes avaient été arrêtées en lien avec ces manifestations
 - Les détenus ont été menottés, maltraités et victimes de violences sexuelles
- Avant İmamoğlu, 14 maires ont été destitués entre 2024 et 2025
- Une proposition de **loi sur les « agents d'influence »** criminalisera davantage la société civile
- Un projet de loi **criminalise la « promotion » des identités LGBTQIA+** et introduit des peines de prison pour les cérémonies entre personnes du même sexe



C'est la réalité pour les citoyen.nes turcs — ce n'est pas un «pays sûr»



Découvrez l'affaire Kobani: 24 leaders de l'opposition kurde condamnés pour « atteinte à l'unité de l'État » en Turquie

Qu'advient-il des personnes en mouvement en Turquie?



Surveillance, répression et déportations silencieuses

- Contrôles d'identité constants, arrestations arbitraires et abus policiers
- Le principe de non-refoulement est régulièrement violé, sans procédure régulière
 - Des centaines de Syrien.nes ont été expulsé.es depuis 2018, souvent sous le prétexte d'un « retour volontaire »
 - 44 768 Afghan.nes ont été expulsé.es ces dernières années
- Les centres de détention sont surpeuplés, insalubres et dégradants
 - Les personnes dorment à même le sol, manquent de nourriture, de soins, d'aide juridique et souffrent d'une détresse psychologique généralisée
 - Des policiers ont été filmés en train de maltraiter des détenu.es !



Les limites du système d'asile turc

- La Turquie limite la Convention de Genève aux Européens, refusant le plein statut de réfugié aux autres demandeur.euses d'asile
- La Cour suprême grecque (mars 2025) a annulé la désignation par le gouvernement grec de la Turquie comme « pays tiers sûr » !
- Depuis 2020, la Turquie refuse de réadmettre les demandeur.euses d'asile débouté.es par la Grèce, rendant ainsi arbitraire dans la pratique l'application du concept de pays tiers sûr par la Grèce

🔍 Selon Human Rights Watch, la Turquie n'a pas de procédures d'asile efficaces et refoule des personnes vers des zones dangereuses



C'est la réalité pour les personnes en mouvement en Turquie – ce n'est pas un « pays sûr »



- En savoir plus :
- Abdul Eyse, détenu en Turquie et contraint à un « retour volontaire »
 - Ahmet Handan El Naif, un réfugié syrien de 17 ans tué à Antalya